



## ARRÊTÉ N°2024PM153

**Objet : Arrêté portant sur autorisation de stationnement d'un Food Truck**

Le Maire de la commune de LA VILLE DU BOIS,

**VU** la loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6,

**VU** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111-1,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le Code de la Route notamment les articles L411-1 et R418-1 et suivants,

**VU** l'état des lieux,

**VU** la demande en date du 02 septembre 2024 du service culturel de LA VILLE DU BOIS concernant le permis de stationnement d'un « FOOD Truck », sur la Place Beaulieu, 91620 à LA VILLE DU BOIS tenu par Monsieur VICHY David 10, rue Sarcey, 91410 Dourdan. RCS : 504 142 621 RCS EVRY

**CONSIDERANT** qu'une brocante est organisée sur la commune de LA VILLE DU BOIS le dimanche 22 septembre 2024 de 05h00 à 20h00,

### ARRETE

#### **Article 1<sup>er</sup>** :

Monsieur VICHY David, dont le siège social se trouve au 10 rue Sarcey, 91410 Dourdan, est autorisé à vendre des produits de son commerce sur le domaine public, Place Beaulieu, dans le cadre de la BROCANTE, le dimanche 22 septembre 2024 sur le territoire de la commune de LA VILLE DU BOIS.

#### **Article 2** :

L'implantation du stand provisoire de vente se fera hors de la circulation des véhicules et ne devra pas apporter de gêne à l'activité d'autres personnes.

Le stationnement de la remorque « Food-truck » se fera sur le délaissé routier en dehors des voies de circulation.

Le stand est autorisé à :

- La vente ambulante de petite restauration de 05h00 à 20h00.
- La vente de boissons non alcoolisées.

#### **Publicité**

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à la réglementation en vigueur : articles R418-1 et suivants du Code de la Route.

Aucune publicité ni pré-enseigne ne pourra être implantée sur le domaine public, à l'exception de l'enseigne signalant l'activité qui sera positionnée sur le stand provisoire.

L'aire de stationnement occupée et ses abords devront toujours être maintenus dans un état parfait de propreté. Les débris dispersés sur l'aire d'arrêt seront ramassés et évacués à la décharge en fin de journée.

Le bénéficiaire est tenu de déclarer, au préalable, son activité auprès de la Direction Départementale de la Protection des Populations de l'Essonne, 57 rue François Truffaut 91080, EVRY-COURCOURONNES (application de l'arrêté en date du 28 juin 1994 relatif à l'identification et à l'agrément des établissements mettant sur le marché des denrées animales ou d'origine animale et au marquage de salubrité).

#### **Article 3 : Implantation ouverture et récolement**

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant 2 jours avant le début du stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation. Il pourra stationner sa remorque à compter du dimanche 22 septembre 2024 de 05h00 à 20h00 pour la BROCANTE.

#### **Article 4 : Redevance**

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par décision numéro 2015DM13 du 23 mars 2015. Son montant est de 1500 € maximum.

- 5€ / jour pour les commerces ambulants sans électricité.
- 7€ / jour pour les commerces ambulants avec électricité.

#### **Article 5 : Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité et des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens immobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contribution directe. Les droits tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 6 : Formalités d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanismes prévues par le Code de l'Urbanismes notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

#### **Article 7 : Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance uniquement le dimanche 22 septembre 2024 de 05h00 à 20h00.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **Article 8 :**

Ampliation du présent arrêté est adressée, chacun pour ce qui le concerne :

Monsieur le Préfet du Département de l'Essonne.  
Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de NOZAY.  
Monsieur le Chef de service de la police municipale de LA VILLE DU BOIS.  
Monsieur le Directeur des services techniques de la commune.  
Madame la Directrice générale des services.  
Madame la Responsable des services de l'état civil.  
Madame la Responsable des services culture, sport, jeunesse et vie associative.  
L'intéressé(e).  
Direction Départementale de la Protection de la Population, 5/7 rue François Truffaut  
91080, EVRY-COURCOURONNES.

Le Maire,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte,

Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**FAIT A LA VILLE DU BOIS, le 9 septembre 2024**  
Le Maire, Jean-Pierre MEUR

